

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 23 mars 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique et des Pensions,
M. COLLA

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Le Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises,

K. PINXTEN

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VANDENBOSSCHE

Scellé du sceau de l'Etat :

le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

—
Note

(1) *Session ordinaire 1998-1999.*

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 1906/1. — Amendements, n° 1906/2. — Rapport, n° 1906/3. — Amendements, n° 1906/4 à 1906/6. — Rapport complémentaire, n° 1906/7. — Texte adopté par la commission, n° 1906/8. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 1906/9.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 23 et 25 février 1999.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des Représentants, n° 1-1284/1. — Projet non évoqué par le Sénat, n° 1-1284/2.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 23 maart 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,
M. COLLA

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

De Minister van Landbouw
en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
K. PINXTEN

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VANDENBOSSCHE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

—
Nota

(1) *Gewone zitting 1998-1999.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire Stukken. — Wetsvoorstel, nr. 1906/1. — Amendementen, nr. 1906/2. — Verslag, nr. 1906/3. — Amendementen, nrs. 1906/4 tot 1906/6. — Aanvullend verslag, nr. 1906/7. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 1906/8. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de senaat, nr. 1906/9.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 23 en 25 februari 1999.

Senaat.

Parlementaire Stukken. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-1284/1. — Ontwerp niet geëvoëerd door de Senaat, nr. 1-1284/2.

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

F. 99 — 1797

[C - 99/11187]

3 MAI 1999. — Arrêté royal fixant les règles applicables au président et aux membres du comité de direction de la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz en matière d'incompatibilités et de conflits d'intérêts

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, notamment l'article 24, § 2, dernier alinéa;

Vu la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations, notamment l'article 15/15, § 5, inséré par la loi du 29 avril 1999;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 23 avril 1999;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 30 avril 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'urgence est motivée par le fait que la loi du 29 avril 1999 précitée vise à transposer en droit belge les dispositions de la Directive 96/92/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 1996 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité; que le délai normal pour la transposition de cette directive a expiré le 19 février 1999; que, nonobstant le délai supplémentaire d'un an lui laissé par la directive, le Gouvernement belge a annoncé, lors du dépôt du projet de loi, qu'il voulait tout mettre en œuvre pour transposer la directive dans le délai normal; que le Gouvernement estime que tout retard dans la transposition peut nuire à la compétitivité de l'industrie belge compte tenu de l'important mouvement d'accélération du processus de transposition de la directive

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 99 — 1797

[C - 99/11187]

3 MEI 1999. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de regels toepasselijk op de voorzitter en de leden van het directiecomité van de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas inzake onverenigbaarheden en belangenconflicten

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, inzonderheid op artikel 24, § 2, laatste lid;

Gelet op de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen, inzonderheid op artikel 15/15, § 5, ingevoegd door de wet van 29 april 1999;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 23 april 1999;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 30 april 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid voortvloeit uit de omstandigheid dat voornoemde wet van 29 april 1999 de omzetting in Belgisch recht beoogt van de bepalingen van Richtlijn 96/92/EG van het Europees Parlement en de Raad van 19 december 1996 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit; dat de normale termijn voor de omzetting van deze richtlijn op 19 februari 1999 is verstreken; dat, niettegenstaande de bijkomende termijn van één jaar die haar door de richtlijn wordt toegekend, de Belgische Regering bij de indiening van het wetsontwerp heeft aangekondigd dat zij alles in het werk wilde stellen om de richtlijn binnen de normale termijn om te zetten; dat de Regering meent dat elke vertraging in de omzetting de concurrentiepositie van de Belgische industrie kan schaden, rekening houdend met de belangrijke tendens tot

dans les autres Etats membres de l'Union européenne; que la mise en place de la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz est une étape indispensable à la mise en œuvre des dispositions de la loi du 29 avril 1999 précitée; qu'il convient d'installer immédiatement ladite Commission dans sa composition définitive compte tenu de l'importance du travail préparatoire à effectuer par celle-ci en vue de la mise en œuvre des réformes du marché du gaz prévues par la loi du 29 avril 1999 précitée; que le présent arrêté constitue une condition préalable à la nomination des membres du comité de direction de ladite Commission; que le présent arrêté doit dès lors être pris dans les délais les plus brefs;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de la Défense nationale, chargé de l'Energie, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les membres des Chambres législatives, du Parlement européen et des Conseils de communauté et de région, les ministres, les secrétaires d'Etat, les membres d'un Gouvernement de communauté ou de région, les membres du cabinet d'un membre du Gouvernement fédéral ou d'un Gouvernement de communauté ou de région et les membres des députations permanentes des conseils provinciaux ne peuvent exercer les fonctions de président ou de membre du comité de direction de la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz, ci-après dénommée la « Commission ».

Art. 2. Le président et les autres membres du comité de direction de la Commission, ci-après dénommés les « titulaires », ne peuvent exercer aucune fonction ou activité, rémunérée ou non, au service du gestionnaire du réseau, de l'un des propriétaires du réseau, d'un producteur, d'un distributeur ou d'un intermédiaire, tels que définis à l'article 2 de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, ci-après dénommés « entreprises d'électricité », ou d'une entreprise de gaz, telle que définie à l'article 1^{er} de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations.

L'interdiction prévue à l'alinéa 1^{er} subsiste pendant un an après la fin du mandat du titulaire.

Les principes de base visés à l'article 24, § 2, dernier alinéa, de la même loi peuvent prévoir le paiement, à la fin du mandat du titulaire, d'une indemnité compensatoire en considération de l'interdiction visée à l'alinéa 2. Cette indemnité ne peut excéder la moitié de la rémunération brute du titulaire pour les douze mois qui précèdent la fin de son mandat.

Art. 3. Les titulaires ne peuvent détenir des actions, ou autres valeurs assimilables à des actions, émises par des entreprises d'électricité (autres que les autoproducteurs) ou des entreprises de gaz, ni des instruments financiers permettant d'acquérir ou de céder de telles actions ou valeurs ou donnant lieu à un règlement en espèces en fonction principalement de l'évolution de la valeur de telles actions ou valeurs.

Art. 4. Si un titulaire a, directement ou indirectement, un intérêt opposé à une décision, à un avis ou à un autre acte relevant de la Commission, il ne peut assister aux délibérations du comité de direction y relatives, ni prendre part au vote. Il doit en informer préalablement les autres membres du comité de direction de la Commission, qui doit en faire état dans le procès-verbal de la réunion.

Art. 5. Les mandats des titulaires prennent fin lorsqu'ils ont atteint l'âge de soixante-cinq ans accomplis. Toutefois, Notre ministre qui a l'Energie dans ses attributions peut autoriser un titulaire à achever son mandat en cours.

Art. 6. Seront punis d'un emprisonnement de trois mois à six mois et d'une amende de cinquante francs à dix mille francs ou d'une de ces peines seulement les personnes qui contreviennent aux articles 2, 3 ou 4.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 8. Notre ministre qui a l'Energie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et
Ministre de la Défense nationale, chargé de l'Energie,
J.-P. PONCELET

versnelling van het omzettingsproces van de richtlijn in de andere Lidstaten van de Europese Unie; dat de oprichting van de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas een onmisbare schakel is voor de inwerkingstelling van de bepalingen van voornoemde wet van 29 april 1999; dat genoemde Commissie onmiddellijk in haar definitieve samenstelling dient te worden opgericht, in acht genomen de omvang van het voorbereidend werk dat door haar moet worden verricht met het oog op de uitvoering van de hervormingen van de gasmarkt bepaald door voornoemde wet van 29 april 1999; dat dit besluit een voorafgaande voorwaarde is voor de benoeming van de leden van het directiecomité van genoemde Commissie; dat dit besluit bijgevolg zo spoedig mogelijk moet worden genomen;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Landsverdediging, belast met Energie, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De leden van de Wetgevende Kamers, het Europees Parlement en de Gemeenschaps- en Gewestraden, de ministers, de Staatssecretarissen, de leden van een Gemeenschaps- of Gewestregering, de leden van het kabinet van een lid van de federale Regering of van een Gemeenschaps- of Gewestregering en de leden van de bestedige deputaties van de provincieraden mogen de functie van voorzitter of lid van het directiecomité van de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas, hierna genoemd de « Commissie », niet uitoefenen.

Art. 2. De voorzitter en de andere leden van het directiecomité van de Commissie, hierna genoemd de « titularissen », mogen geen enkele functie of activiteit uitoefenen, al dan niet bezoldigd, ten dienste van de netbeheerder, van een van de neteigenaars, van een producent, van een distributeur of van een tussenpersoon, zoals bepaald in artikel 2 van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, hierna genoemd « elektriciteitsondernemingen », of van een gasonderneming, zoals bepaald in artikel 1 van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen.

Het verbod bepaald in het eerste lid blijft van kracht gedurende één jaar na afloop van het mandaat van de titularis.

De basisprincipes bedoeld in artikel 24, § 2, laatste lid, van dezelfde wet kunnen voorzien in de betaling, bij afloop van het mandaat van de titularis, van een vergoeding ter compensatie van het verbod bedoeld in lid 2. Deze vergoeding mag niet hoger zijn dan de helft van de brutobezoldiging van de titularis voor de twaalf maanden voorafgaand aan de afloop van zijn mandaat.

Art. 3. De titularissen mogen geen aandelen, of andere met aandelen gelijk te stellen waardepapieren, uitgegeven door elektriciteitsondernemingen (andere dan zelfopwekkers) of gasondernemingen, bezitten, noch financiële instrumenten die toelaten om dergelijke aandelen of waardepapieren te verwerven of over te dragen, of die aanleiding geven tot een betaling in contanten welke hoofdzakelijk afhankelijk is van de evolutie van de waarde van dergelijke aandelen of waardepapieren.

Art. 4. Indien een titularis, rechtstreeks of onrechtstreeks, een tegengesteld belang heeft bij een beslissing, advies of andere akte van de Commissie, mag hij de betreffende beraadslagingen van het directiecomité niet bijwonen, noch deelnemen aan de stemming. Hij moet de overige leden van het directiecomité van de Commissie hiervan vooraf inlichten, dat daarvan melding moet maken in de notulen van de vergadering.

Art. 5. De mandaten van de titularissen verstrijken wanneer zij de volle leeftijd jaar hebben bereikt. Onze minister bevoegd voor Energie kan een titularis evenwel toestaan om zijn lopend mandaat af te maken.

Art. 6. Worden gestraft met gevangenisstraf van drie maanden tot zes maanden en met geldboete van vijftig frank tot tienduizend frank of met één van deze straffen alleen, de personen die inbreuk plegen op de artikelen 2, 3 of 4.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 8. Onze Minister bevoegd voor Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 3 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Landsverdediging, belast met Energie,
J.-P. PONCELET